



UN AN D'ACTION POUR PLUS D'ÉGALITÉ

Rapport d'activités 2019



Votre pouvoir d'agir !

« *Indignez-vous !* » écrit Stéphane Hessel en 2010. Et son bouquin devient rapidement un véritable phénomène d'édition, en se vendant à 4 millions d'exemplaires dans plus de 100 pays ! « *Engagez-vous !* », poursuit-il l'année d'après. Mais là... le bide. Ou presque. Le livre se vend très mal.

Petit clin d'œil - un peu facile - pour souligner toute la difficulté de dépasser l'indignation, de ne pas la zapper après en avoir été assailli ! Mais de la travailler, de s'y appuyer pour participer et s'engager ! C'est la mission que nous nous donnons !

Les pages qui suivent vous invitent à plonger au cœur de dizaines de petites histoires quotidiennes de chez nous. Des récits d'indignation bien sûr mais qui, plus souvent qu'à leur tour, ont pris le chemin de la participation citoyenne et de l'engagement !

Toutes ces histoires, tous ces récits, ont pris vie en 2018 au sein des Equipes Populaires. Disséminés aux quatre coins de la Fédération Wallonie-Bruxelles, pas loin de 150 groupes et projets ont tenté de faire vivre la participation citoyenne, l'engagement pour plus de justice sociale, l'aspiration à devenir acteur de la démocratie !

Au final, c'est une véritable « fourmilière » d'initiatives qui se dessine. Elles ont pris des formes différentes. C'est que les groupes d'éducation permanente d'aujourd'hui se configurent souvent en fonction du profil et des attentes de leurs membres ! Elles ont produit des résultats variés. Prises de conscience ou avancées sociales. Mais elles ont toutes impliqué des citoyens. Elles les ont toutes associés à des processus et projets qui ont construit des savoirs et fait grandir la conscience politique de chacun.e !

Des ateliers « Histoires Digitales » (où l'on produit son propre récit de vie numérique) aux « Tables d'autres » (où l'on rapproche alimentation saine et précarité) ; des « ateliers conso » (où l'on décortique son quotidien énergétique, alimentaire, budgétaire pour élargir les horizons) aux « ciné-débats » (où l'on suscite indignation et... réactions !) ; des multiples groupes d'analyse critique aux nombreux projets d'action plus concrète, nous vous proposons ici de redécouvrir avec nous VOTRE pouvoir d'agir !

Bonne lecture et belles découvertes !

Une action citoyenne, six grands thèmes

QUESTIONS DE CONSOMMATION :

Cette thématique rassemble toutes les questions qui touchent d'une part à **l'égalité d'accès aux biens et services** de telle sorte que tout un chacun puisse mener une existence conforme à la dignité humaine et participer pleinement à la vie en société (accès à l'énergie et à une alimentation saine) ; d'autre part à la **protection des consommateurs** (analyse critique du système agro-alimentaire et de la grande distribution, des pratiques de crédit et de marketing).

CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE :

Cette thématique couvre d'une part, tout ce qui concerne l'observation du **paysage politique**, aux différents échelons, du local à l'international ; et d'autre part l'analyse et la promotion des dispositifs, des pratiques axées sur la **participation citoyenne**. En 2018, le travail des groupes et des régionales a été particulièrement marqué par la préparation des élections communales et provinciales.

LE VIVRE ENSEMBLE :

Cette thématique vise trois objectifs : **l'observation des rôles sociaux** (en particulier leur déclinaison dans les relations familiales et de quartier), la **lutte contre les pratiques discriminantes** dans différents domaines et à l'égard de différents groupes de populations (étrangers, jeunes, seniors, malades...), la promotion et le développement de pratiques qui, au contraire, favorisent le **vivre ensemble**. En 2018, les régionales ont poursuivi leurs efforts pour travailler les stéréotypes et les préjugés, en particulier dans le cadre de la crise de l'accueil. Appréhender les réalités des migrations et partir à la rencontre de l'autre a fait partie des priorités.

EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET SERVICES COLLECTIFS :

Cette thématique rassemble l'observation des **politiques d'emploi** et l'évolution du monde du travail, mais aussi les politiques vis-à-vis du **droit au chômage**, aux **soins de santé**, l'avenir des **pensions** ; les **services publics** et les politiques de libéralisation et/ou privatisation de la poste, du chemin de fer, de l'énergie...

PAUVRETÉ ET EXCLUSION :

Cette thématique porte un regard critique sur l'observation des facteurs d'**appauvrissement** et d'**exclusion**. En 2018, le combat pour le droit à un logement décent reste un axe majeur inscrit dans cette thématique. La mise en évidence des inégalités criantes et des conséquences en termes d'accès aux besoins est également au cœur de nos travaux.

MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT, MODÈLES DE SOCIÉTÉ :

Cette thématique interroge le **modèle capitaliste** actuel et comprend aussi la réflexion sur un **modèle de société alternatif**, plus juste, plus solidaire et plus responsable vis-à-vis des ressources de la planète. En 2018, deux enjeux prioritaires ont été travaillés : le thème de l'effondrement en se demandant si nous pouvions encore « maîtriser » la catastrophe annoncée et quelles alternatives au capitalisme. Le thème de l'agroécologie traité, entre autres, à partir de la méthodologie des histoires digitales ou de réflexion sur la société dont nous rêvons.

« Toutes les questions qui touchent à l'égalité d'accès aux biens et services et à la protection des consommateurs telles que l'accès à l'énergie, à une alimentation saine à portée des petits budgets, analyse critique concernant le système agro-alimentaire et la grande distribution, pratiques de crédit et de marketing ; les recherches en matières d'alternatives de consommation.



Consommer autrement

L'Organisation Générale, prépare, pour 2020, un moment de synthèse des travaux des groupes et projets dont l'action et les pratiques visent à créer du « faire ensemble » dans les logiques de consommation alternative et de transition écologique. Ce moment fort fera l'objet d'une journée d'étude communautaire (initialement prévue fin mars 2020, elle aura lieu en 2021).

Dans les Régionales, une grande diversité d'activités ont été organisées principalement par les groupes et projets locaux, mais aussi par l'organisation régionale.

CINQ « ATELIERS CONSO »

A Liège-Huy-Waremme

Initié en Régionale liégeoise il y a plus de 10 ans, leur principe repose sur une collaboration active avec des CPAS ou une autre structure d'accompagnement de personnes en situation de fragilité (Maison médicale, par exemple). Une fois le groupe constitué (sur base volontaire), il devient un espace autonome de parole, de réflexion et d'apprentissage centré sur des dynamiques liées au départ à la consommation mais débordant régulièrement le champ de la consommation pour rejoindre celui de la citoyenneté (les élections, le monde politique...), du vivre ensemble : (l'estime de soi, les migrations...), de la pauvreté (le logement, les revenus...), etc. Ces groupes ont vocation à se pérenniser et à devenir générateurs de projets citoyens !



A Verlainne, Neupré, Othée, Huy et Liège-Laveu, des processus ont été menés sur plusieurs enjeux de consommation : les arnaques dans les grandes surfaces (cartes de fidélité - disposition des rayons - promotions - dégustations...), les banques et la relation à l'argent, l'alimentation saine (lacto-fermentation).



DES CYCLES D'ANIMATION POUR UNE CONSOMMATION RESPONSABLE

Partout l'objectif est de regarder de manière critique nos pratiques de consommation, mais aussi les logiques dans lesquelles le système nous emmène de gré ou de force...

A Fernelmont, à Mouscron, les enjeux de la publicité, des arnaques à la consommation et des dan-

gers du crédit facile ont été particulièrement travaillés. **A Comines**, c'est l'étiquetage alimentaire qui a mobilisé l'attention critique des participants.

La préoccupation d'une consommation responsable était également l'objet du travail mené à **Rixensart** (avec un public de femmes en situation de crise familiale), à **Schaerbeek** (avec un public d'apprenants en FLE) ou à **Anderlecht** (public CPAS).

En **Province du Luxembourg**, 6 groupes ont fonctionné autour des enjeux des revenus, du budget, du crédit, de la publicité et du fonctionnement global de notre modèle de consommation. L'occasion de réinterroger ses comportements et la société qui les conditionne.

Quant à **Quaregnon**, la désormais bien implantée « Ecole conso » poursuit son travail entamé il y a plusieurs années : les données personnelles face aux technologies nouvelles ; le développement durable ; les 4 « R » ; les circuits courts, le bio et le local...

DES POTAGERS COLLECTIFS POUR UNE ALTERNATIVE À LA CONSOMMATION

A Andrimont, Dampremy, Haine-St-Paul, Baudour et Mouscron

Cinq espaces, quatre régionales concernées : **Verviers, Charleroi-Thuin, Hainaut Centre et Hainaut Occidental**. La plupart se sont donné un nom qui colle à leur projet : « *Soli-Jardin* », « *Bouillon de culture* », « *Le jardin des Solidarités* » ou encore le « *labo denrées et moi* »... Et dans chaque cas, des citoyens ont créé des espaces de jardinage collectif. Ils entretiennent des rapports avec le pouvoir communal ou des propriétaires pour une mise à disposition de terrain. Ils organisent des espaces citoyens destinés à concevoir leur projet, à choisir de manière critique les semences utilisées, à réfléchir le « commun » versus le « privé », à viser une alimentation locale et écologique voire bio, à planter et cultiver bien sûr, développant par ce moyen la cohésion sociale et le faire ensemble. Progressivement des élargissements de la réflexion s'opèrent sur le fonctionnement de notre modèle de production alimentaire et, pas-à-pas, sur le modèle économique qui globalement la régit.

DU « REPAIR CAFÉ » À « UN AUTRE MODE DE VIE »

A Baudour

« Faire ensemble pour consommer autrement » : la logique se répand de plus en plus. A Baudour, du côté de l'*Ecole de la Rue*, deux expériences concrètes ont vu le jour et mènent à des pratiques nouvelles et orientées « transition sociale et écologique ».

Un *repair café*, d'abord : il s'agit de récupérer et de réparer ! C'est une lutte permanente contre l'obsolescence programmée et le gaspillage. L'alliance « écologie-précarité » s'y conjugue au quotidien !

Un magasin de seconde main « *Un autre mode de vie* » pour penser autrement la consommation vestimentaire, viser à ré-utiliser, et de nouveau conjuguer petits moyens et anti-gaspi...

ATELIERS « ZÉRO DÉCHET » ET « DÉBROUILLE CRITIQUE »

A Libramont

Réduire ses déchets, interroger nos comportements sur les produits de consommation, penser plus global tout en consommant local... A Libramont, ce groupe de citoyens (29 personnes !) a démarré un processus de réflexion tout autant critique que pratique sur les questions des produits d'entretien (quelle composition des produits ? Produit par qui et au bénéfice de qui ? Quels impacts sur l'environnement ?) Un « atelier zéro déchet » a également été organisé : réduire ses déchets, acheter autrement, penser ses comportements...



AUTRE TABLE ET TABLE D'AUTRES : PRÉCARITÉ ET ALIMENTATION SAINES À PETIT PRIX

A Court-St-Etienne, à Charleroi, à Anderlecht et à Philippeville

Quatre groupes sont actifs sur l'enjeu d'une alimentation saine à petit prix !

Les trois premiers ont choisi une façon similaire de procéder : pratiquer ensemble une alimentation de qualité ! Une « Autre table »... Dans chaque cas, l'activité a lieu le jour du marché local et les membres du groupe prennent contact avec les maraîchers pour récolter des invendus. Premier objectif atteint : on lutte contre le gaspillage.



La matière première étant là, on peut se mettre à cuisiner ensemble.

Reste à déguster. Ensemble. Tout en élargissant le cercle du repas à un public démuné et en créant du lien ! C'est le moment de débattre des enjeux plus globaux en cours ou fin de repas. **A Court-St-Etienne**, ce fut notamment l'occasion d'un débat sur l'agroécologie à partir du documentaire « Elles racontent leur agroécologie », co-réalisation Equipes Populaires et Le Monde selon les femmes. **A Charleroi**, sur la monnaie alternative locale (le « carolor »). Ou sur des témoignages de jardins collectifs et de pratiques de consommation alternatives.

A Philippeville, le groupe « manger sain et pas cher » mène des activités de visites-découvertes d'alternatives de consommation suivies de moments de débats et d'analyse. Les participants co-construisent leur programme, explorent des réalités alternatives, en tirent des enseignements individuels et collectifs. Mais au fil du processus, le groupe est devenu plus ambitieux encore ; il se donne un nouveau challenge (et nom ?) : « Viv(r)e la transition ! »

LES « ECOWATCHERS »

A Philippeville et à Assesse

Ecowatchers est un projet porté par l'ASBL Empreintes. Les Equipes Populaires en assurent la co-animation.

En 2019, ce projet a touché deux groupes d'une dizaine de personnes. Son objectif : la maîtrise de l'énergie dans son logement. Les animations se construisent en fonction des attentes du groupe. Il vise aussi à redonner aux personnes en situation de précarité le pouvoir d'agir sur leur environnement physique et social en s'appuyant sur la dynamique de groupe et la méthode participative d'échange de savoirs.

Parmi les thèmes traités : Comprendre le pouvoir isolant et acquérir des « petits trucs accessibles » pour améliorer le confort chez soi et économiser sur les dépenses en chauffage. Comprendre sa facture d'électricité.

Sur base de quels critères choisir son fournisseur ? Quelles aides peut m'apporter un CPAS ? Etc.

Mais aussi : prendre conscience qu'agir au niveau micro (chez soi) se fait dans un contexte de profit et d'épuisement des ressources au niveau mondial.



« L'observation du paysage politique, aux différents échelons, du local à l'international et l'analyse et la promotion des pratiques, des dispositifs axés sur la participation citoyenne. En 2019, le travail des groupes et des régionales a été particulièrement marqué par la préparation des élections régionales, fédérales et européennes. Elles ont mobilisé des énergies importantes, donnant lieu à des débats publics, à des analyses de groupe, à des incitations à prendre place dans ce dispositif démocratique. Mais un suivi soutenu d'une série d'enjeux s'est aussi opéré à de nombreux endroits. Et des initiatives visant à susciter des dynamiques citoyennes ont été soutenues.

Interroger de nouvelles formes de résistance

En partant de l'ancrage local, des dynamiques citoyennes peuvent être initiées pour susciter un intérêt que le champ politique, ce n'est un secret pour personne, ne mobilise pas ou plus naturellement.

Sur le plan de l'Organisation Générale, la montée du (des) populisme(s) a fait l'objet d'un travail spécifique en 2019. Sous le slogan « Soupe populiste, gavage simpliste », la problématique a d'ailleurs fait l'objet de la campagne de sensibilisation annuelle (Voir Axe 4).



Françoise Tulkens, France Blanmailland, Manuela Cadelli

Par ailleurs, dans le cadre des « débats de Contrastes » - cycle de débats citoyens organisés à partir de ces analyses contenues dans notre périodique Contrastes - le fonctionnement de la justice a fait l'objet d'une attention spécifique. Un débat citoyen, organisé aux Facultés universitaires de Namur, s'est tenu sur le thème de « *Y a-t-il encore une justice ?* ».

Une session de formation à destination des animateurs professionnels du mouvement (et donc non valorisée dans ce rapport d'activités) a été organisée sur l'émergence des mobilisations nouvelles (« Gilets jaunes » et « Jeunes pour le climat ») afin d'alimenter la réflexion politique de nos permanents dans l'approche des nouvelles formes de résistance.

Sur le plan des Régionales

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES, FÉDÉRALES ET EUROPÉENNES : DE BONNES RAISONS DE SE MOBILISER !

En cette année de scrutin régional-fédéral-européen, de nombreux débats publics ont été organisés régulièrement avec les partenaires MOC (CIEP, VF, JOC, CSC, MC). Ils ont permis d'interpeller les candidats ou représentants de partis, souvent dans les grandes villes mais pas seulement : **Verviers, Tournai, Ath, Dottignies, Mons, La Louvière, Chaumont-Gistoux**. Les débats selon les lieux ont épluché les enjeux du logement, de la fiscalité, de la mobilité, de la participation citoyenne, des droits des femmes, de l'emploi... **A Verviers**, une animation « porteurs de parole » a recueilli auprès des citoyens des paroles qui ont alimenté le débat politique avec les candidats.

Des groupes locaux se sont penchés sur les programmes des partis, les enjeux des politiques. Ce fut le cas à **Jette, à Laeken, à Tournai, à Dour, à Mouscron, à l'Espace 23 de Seraing, à Flémalle** ou encore lors des *Rencontres citoyennes de Seraing*.

A Liège, le groupe « *Atelier conso du Laveu* » a entrepris une démarche de fond sur le fonctionnement de notre système politique, en allant jusqu'à se rendre dans les différents parlements et organiser des rencontres-débats avec des parlementaires.

LES GILETS JAUNES, OBJET DE TOUTES LES ATTENTIONS

Fin 2018, le mouvement des Gilets jaunes voit le jour et mobilise l'actualité. Les Gilets jaunes, ce sont très souvent des personnes des milieux populaires... C'est « notre » public en quelque sorte... La question ne manque pas de soulever interrogations, remises en question, analyses, un peu partout au sein de notre organisation.

Pourquoi ce mouvement ? Sur quoi et qui repose-t-il ? Quelles sont leurs revendications ? Comment sont-ils organisés ? Leurs méthodes sont-elles légitimes ? Pourquoi peur et/ou haine à leur égard ?

Ces débats se sont multipliés. **A Liège et à Tournai**, des ciné-débats y ont été consacrés. **Au Hainaut Occidental**, la clôture de la journée régionale a abordé l'enjeu. Les groupes locaux de **Beaumont, Momignies, Pâturages, Bois d'Haine, Flémalle, Mouscron-Centre** y ont consacré une ou plusieurs réunions.

POPULISME, OÙ NOUS EMMÈNES-TU ?

On l'a dit déjà, la montée des populismes fait l'objet de la campagne d'axe 4 des Equipes Populaires. Mais elle a forcément fait des vagues dans les régionales et les locales.

A Mons, les cafés-citoyens de l'*Espace Philo et société* (4 séances) ont été traversés par la problématique. **A Seraing**, une Rencontre citoyenne y a été consacrée et le *groupe du Laveu à Liège* a également travaillé la question.

Au Hainaut Occidental, c'est la journée régionale annuelle qui s'est saisie de l'enjeu, avec plusieurs animations visant à comprendre et libérer la parole.

A Libramont, une soirée-débat avec Guillaume Lohest, auteur du livre « *Entre Démocratie et populisme* » a été organisée. On y a articulé dangers du populisme avec ceux du nationalisme, du fascisme et de l'extrême droite, afin d'en saisir les mécanismes communs et les différences.



QUAND « LA CAUSETTE » MÈNE AU POLITIQUE

A Nivelles

La Causette, c'est une table de conversations, créée en plein cœur de la dynamique « Commune hospitalière ». Au départ, le projet visait à rassembler des personnes migrantes afin de travailler ensemble à l'intégration dans la commune. Très vite, les tables de conversation ont rassemblé et fidélisé des femmes originaires d'Ukraine, de Biélorussie, de République dominicaine, d'Erythrée, de Palestine, du Brésil, du Venezuela, de Moldavie, de Syrie, du Maroc, de Roumanie et de Belgique...

Les sujets abordés lors des séances le sont en général, à partir de la revue *Contrastes* ou d'articles de presse. Le thème des élections et du système institutionnel belge a été largement traité. Il fut aussi question de la sécurité sociale et des soins de santé. Le groupe étant composé essentiellement de femmes, il fut question de l'image de la femme dans les différentes sociétés, du droit des femmes. Des thèmes liés aux alternatives à nos modes de consommation ont également fait l'objet de séances d'animation. Autre thème abordé : les préjugés, les discriminations. Le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement ont aussi été au cœur des échanges. Mieux connaître la Belgique et mieux connaître la culture, les traditions, le pays de l'autre sont au cœur du vivre ensemble et, à *la Causette*, ce ne sont pas que des mots !

L'EXTRÊME DROITE, NON MERCI !

C'est l'intitulé d'une importante mobilisation-action engagée en **Province du Luxembourg** par Les Equipes Populaires, via l'accompagnement d'un collectif spontané de citoyennes : le CFO (*Collectif des Femmes qui l'Ouvrent !*). Réaction indignée face à la montée de l'extrême droite lors des dernières élections fédérales d'abord : des personnes se parlent et se coalisent via les réseaux sociaux avec la volonté de marquer leur indignation. Elles vont se coordonner, créer un autocollant et des messages à afficher en de nombreux endroits de la Province du Luxembourg.

Et si l'action est leur moteur, le collectif prend vite conscience de la nécessité de se coordonner. Sensibiliser la population et montrer qu'on refuse cet avenir de société-là en exerçant son pouvoir d'agir, c'est le leitmotiv du groupe !

A Liège-Huy-Waremme aussi, on a souhaité réagir à la montée de l'extrême droite. La Régionale a mis sur pied un Midiciné « Doit-on avoir peur pour l'avenir de nos démocraties ? ».

« L'EFFET PAILLASSON »

Rochefort fait son théâtre-action

Les « *Copeaux d'Abord* » ont lancé un nouvel atelier en vue de créer un troisième spectacle de théâtre-action. Se joignent à eux des citoyens de la région de Rochefort. Ils se réunissent au Centre culturel des Roches et l'atelier est animé par la Compagnie Buissonnière.

Lors des ateliers hebdomadaires et d'un week-end de création, les membres du groupe ont mis en œuvre des savoirs chauds (les apports personnels tirés de leur vécu) et des savoirs froids (apports extérieurs) qui proviennent en grande partie du groupe Facebook « secret ». Il a permis d'échanger nombre d'infos sur le sujet.

Au centre du dispositif prend place une réunion citoyenne où le public est amené à réagir face à l'arrivée d'un paillason standard, sécuritaire et technologique. C'est le pouvoir politique qui l'impose en prétextant une norme européenne. Cependant, la réalité est tout autre : des enjeux économiques très privés deviennent évidents. La population est partagée entre diverses attitudes, allant de la résignation à la contestation : subir, laisser faire, rêver, renoncer ou résister.

Après chaque représentation, le groupe se nourrit des échanges avec la salle.

En 2019, la pièce a été jouée à Jemelle, Namur, Rochefort et Saint-Hubert.



ALLIANCE CITOYENNE

A Châtelineau

Après avoir réalisé un porte-à-porte (eh oui !) et mené ainsi des discussions informelles avec les habitants d'une cité, il est ressorti qu'un des premiers problèmes à résoudre était celui des excès de vitesse dans une rue bien spécifique. Les animateurs n'ont été que l'aiguillon qui a poussé les habitants de cette rue à se mobiliser pour interpeller les responsables de cette situation à y remédier. Cette action collective a permis de retisser du lien social entre voisins, de (re)prendre confiance en son pouvoir d'agir et de changer les choses, ainsi qu'un éveil de la conscience politique... et l'émergence des premiers leaders de quartier et les premières actions collectives d'interpellation communale. Les Equipes Populaires et le CIEP-MOC de Charleroi sont partenaires de ce projet.

« **A**u cœur de cette thématique :

- L'observation des rôles sociaux, en particulier leur déclinaison dans les relations familiales et de quartier ;
- La lutte contre les pratiques discriminantes dans différents domaines et à l'égard de différents groupes de populations : étrangers, jeunes, seniors, malades... ;
- La promotion et le développement de pratiques qui, au contraire, favorisent le vivre ensemble.



Vers une culture de l'accueil

Accueillir, partager avec l'Autre son espace et ses droits, cela ne va pas de soi. En avoir conscience est utile. Parce que nous sommes voués à cheminer et grandir pour passer du réflexe de rejet à la culture de l'accueil, sous peine de ne plus pouvoir faire société et de dégénérer.

Dans l'**Organisation Générale**, l'enjeu « des peurs » dans la société d'aujourd'hui est resté prioritaire via le lancement d'une recherche participative (qui sera valorisée en 2021 dans l'axe 3. Par ailleurs, la question du (ou des) féminisme(s) a fait l'objet d'une attention particulière.

Un débat de Contrastes intitulé « *Le féminisme sur tous les fronts* » s'est tenu à l'automne 2019. Charge mentale, écriture inclusive, égalité salariale. Le féminisme au fond, ça sert à quoi ?

Cette conférence-débat réunissait Aurore Kesch, présidente nationale de Vie Féminine, Seyma Gelen, fondatrice du Collectif Kahina, Sophie Charlier, chargée de missions au Monde selon les femmes, et des représentantes du Collectif du 8 mars et du Collectif Belges et culottées.

Sur le plan des Régionales

« **BALANCE TES PEURS** »

Hainaut Centre et Hainaut Occidental

Certaines Régionales ou locales déclinent ce thème (« Balance tes peurs ») initié dans les suites d'une journée d'étude communautaire (2018). Au Hainaut Occidental, plusieurs groupes locaux se sont prêtés à des animations sur le sujet : à **Comines**, à **Lessines**, ainsi que lors d'un « *Midi-Ciné* » de **Mouscron**.

Au Hainaut Centre, une matinée de formation régionale a été consacrée à la problématique « Agir dans une société de peurs ». Une réflexion se poursuivra dans le cadre de la recherche participative du mouvement.

MIGRANTS, RÉFUGIÉS, SANS-PAPIERS : LA SOLIDARITÉ EN ACTION

C'est tout particulièrement en Brabant wallon et en région verwiétoise que les actions ont été les plus marquantes en 2019.

A Nivelles, la dynamique « Commune hospitalière » a pris de la dimension. Mais à côté de cette démarche très significative, la Régionale s'est également inscrite dans le projet du Centre culturel d'Ottignies intitulé « Tour des cafés ». Dans ce contexte, 2 soirées-débats ont été portées par les EP (l'un à **Ottignies**, l'autre à **Court-St-Etienne**). Du côté de **Verviers**, plusieurs actions significatives : l'organisation à Verviers, mais aussi à **Malmedy**, d'activités dans le cadre de la Journée mondiale des Réfugiés ; l'organisation de la Marche contre le racisme, dans le cadre du Festival de l'interculturalité. Deux « méga-manifestations » co-organisées avec les collectifs associatifs locaux.

Enfin, le processus d'animation du collectif « *La Voix des sans-papiers* » de **Verviers** a représenté une priorité de travail en 2019. Un groupe d'une trentaine de personnes sans papiers se réunit et se mobilise sur la question de la régularisation, dans une dynamique participative et démocratique. Le collectif s'érige aujourd'hui en interlocuteur avec la Ville de Verviers et avec les services sociaux.

« HISTOIRES AMÈRES, À MÈRES, À MER... »

A Verviers

A Verviers, un groupe très métissé composé de personnes du Maroc, du Bénin, d'Italie et de Belgique, le « collectif Identités Plurielles » (c'est le nom qu'ils se sont donné) a créé « Histoires amères, à mères, à mer... », un spectacle interpellant traversé des réalités de sans-papiers, de Roms, d'intégration... En 2019, le spectacle a fait l'objet de nombreux ajustements et améliorations. Il dénonce les injustices et les crie sur la place publique. Le groupe se lance aujourd'hui dans l'écriture et la création d'un second spectacle.

COMMUNE HOSPITALIÈRE

A Nivelles

Depuis décembre 2017, suite aux Assises de la justice migratoire, un groupe s'est constitué à l'initiative des EP et du CNCD, poursuivant l'objectif d'améliorer, dans la commune, l'accueil des migrants et des personnes sans papiers. Le groupe rassemble des militants des Equipes Populaires et d'autres associations, des citoyens hébergeurs ou accompagnants de migrants. Une motion a été co-rédigée avec des mandataires communaux et votée à l'unanimité au Conseil communal du 26/03/18. Le nombre de citoyens au sein de ce groupe grandissant, des sous-groupes ont été constitués.



La Causette - tables de conversation - propose des animations deux fois par semaine.

Un **groupe soutien aux familles** a réalisé un questionnaire qui permet d'identifier au mieux les besoins des familles ou personnes isolées pour y répondre au mieux.

Un **groupe logement** constitué de 5 militants participe à des rencontres régulières avec l'échevin des relations nord/sud et le service social du CPAS en vue de trouver des solutions d'hébergement aux personnes qui, ayant obtenu le droit d'asile, doivent quitter leur lieu d'hébergement de transit.

Un **groupe visibilité** mène des actions de sensibilisation. En 2019, des saynètes ont été écrites par le groupe, animé par la Compagnie Maritime, sur le thème des préjugés. Elles ont été jouées un samedi, jour de marché, sur la grand-place de Nivelles. **Des réunions plénières** rassemblent les participants des différents sous-groupes.

Cette dynamique est aussi l'occasion de pratiquer très concrètement la participation citoyenne.

DES ATELIERS CONTES AUX ATELIERS JEU...

A Charleroi

On connaissait les « contes progressistes », initiés par la Régionale de Charleroi-Thuin depuis trois ans. En 2019, deux séries d'ateliers contes ont eu lieu sur des enjeux du vivre ensemble. L'une sur le féminisme, l'autre sur le terrorisme ! Cette méthode créative et participative touche un public peu âgé et contribue à éveiller les consciences. D'autres ateliers « jeu » ont vu le jour : les ateliers « jeux de société coopératifs » visent à créer des outils ludiques qui nourrissent l'engagement et le militantisme. Et, depuis 2018, les ateliers « jeu de rôle progressiste » permettent d'expérimenter des injustices, des inégalités et d'y réagir.

UNE FÊTE DES VOISINS AVEC UN BRIN DE MILITANCE

A Sombreffe

Les habitants de la rue de La Buse à Sombreffe ont organisé le dimanche 19 mai pour la quatrième fois « La Fête des Voisins » en y intégrant « un brin de militance ». L'idée centrale de cet événement reste l'interpellation des autorités communales sur base d'un argumentaire bien défini en vue d'améliorer la vie du quartier (la réalisation du square de rencontre ou la création d'une zone de parking, par exemple). Grâce à leurs actions, les habitants ont obtenu quelques victoires telles que la tonte des zones en commun, l'installation d'un miroir dans un virage dangereux, la promesse de réaffecter une zone en friche, etc.

ATELIERS HD SUR LES PRÉJUGÉS ET LE VIVRE ENSEMBLE

A Bruxelles

Le processus a débuté par une réflexion collective sur les stéréotypes et les préjugés, et les discriminations dont sont victimes les membres du groupe. Que veulent dire ces concepts ? Sommes-nous tous porteurs de stéréotypes et de préjugés ? Quels liens avec les discriminations ? Discriminations dans ma recherche d'emploi, de logement, à l'école, dans la rue, dans les transports en commun... Quelles causes, quelles conséquences ?

Dans certains groupes, la dynamique s'est focalisée sur les enjeux du Vivre ensemble. Au départ de ces réflexions, chaque participant s'est lancé dans son récit numérique...

En Province du Luxembourg, deux groupes mobilisant des personnes étrangères ont créé une Histoire Digitale collective : l'une sur le Vivre ensemble à **Bastogne** - l'autre sur les relatifs culturels à **Athus**.

A Laeken, à Molenbeek, à Bastogne, à Libramont, à Aubange, à Ottignies, des groupes se sont attelés à la réalisation d'Histoires.

AUMALE VIT / AUMALE LEEFT

A Bruxelles

Nouvelle initiative née dans le quartier Aumale à **Anderlecht**, ce groupe est constitué d'habitant.e.s du quartier, d'associations actives locales. Il vise à s'approprier un terrain communal laissé à l'abandon depuis plusieurs années, et devenu une sorte de dépôt clandestin. Le groupe d'habitant.e.s souhaite que cette appropriation soit à l'image du quartier, représentative de ses habitant.e.s. Le soutien des Equipes Populaires qui ont un groupe local dans le quartier a permis de relier les groupes et d'assurer une mixité socio-économique, et d'amener la démarche du « voir, juger, agir » en son sein, pour que ces questions puissent constamment traverser le groupe.

Plusieurs assemblées ouvertes ont été organisées sur le terrain, pour aller à la rencontre des habitant.e.s et récolter leurs préoccupations et propositions d'aménagement pour le terrain. Occuper l'espace public permet de toucher, outre les convaincus, d'autres habitant.e.s du quartier. Une journée de défrichage organisée lors de la journée sans voiture, a réuni une soixantaine de personnes et a permis de lancer des discussions sur le quartier, ses manquements, les manières possibles pour favoriser les rencontres, faire vivre le quartier où se côtoient des personnes de milieux socioéconomiques et culturels variés.

Des réunions ont suivi pour décider ensemble : quel mode de décision, qui est légitime pour décider ? Quels rôles sont nécessaires pour le bon fonctionnement du groupe ?



« Cette thématique aborde les politiques d'emploi et celles qui en découlent, par le biais des cotisations sociales et de l'impôt : mécanismes de protection sociale et services collectifs. L'observation des politiques d'emploi et l'évolution du monde du travail, les politiques vis-à-vis du droit au chômage, aux soins de santé, l'avenir des pensions : les services publics et les politiques de libéralisation et/ou privatisation de la poste, du chemin de fer, de l'énergie...



La justice fiscale au cœur des débats

En 2019, l'avenir de la Sécurité sociale occupe une place prépondérante dans un contexte d'affaiblissement comme choix politique du gouvernement fédéral. Les groupes s'interrogent aussi sur l'avenir du travail et de l'emploi à l'heure de la numérisation.



L'Organisation Générale a organisé un colloque intitulé « *Justice fiscale - La globalisation des revenus, une réponse aux défis sociaux et environnementaux ?* »

Celui-ci a permis d'interroger la proposition de « globalisation des revenus » (travail, capital, immobilier), l'une des hypothèses qui circulent aujourd'hui pour accroître la justice fiscale. Celle-ci s'appuie avant tout sur le principe de progressivité de l'impôt, à répartir entre tous les citoyens selon leurs capacités. Revendiquée depuis de nombreuses années par le milieu associatif et syndical et également soutenue par certains partis francophones, la globalisation des revenus répond à ce principe. Le moment politique est donc bien choisi pour la remettre en avant.

Le colloque a également interrogé le combat pour la justice fiscale en Belgique en lien avec celui du financement de la transition écologique.

Sur le plan des Régionales

SÉCURITÉ SOCIALE : LA COMPRENDRE POUR LA DÉFENDRE

En 2019, plusieurs cycles d'animation visant à « comprendre la sécu, pour la défendre » ont été mis sur pied. Certains avec des publics en situation de formation socioprofessionnelle, d'autres en alphabétisation, d'autres encore au sein de groupes plus classiques « équipes populaires ».

Ce fut le cas à **Anderlecht**, à **Molenbeek**, à **Laeken**, à **Nivelles**, à **Ottignies**, à **Court-St-Etienne**, à **Liège** et à **Malmedy**.

LE « MOIS DU DOC », OCCASION DE 4 DÉBATS PUBLICS

Au Hainaut Occidental

Créé à l'initiative et organisé par le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le *Mois du Doc* vise à promouvoir le cinéma documentaire belge francophone à travers la projection de films dans différents lieux bruxellois et wallons du secteur non marchand. La régionale du Hainaut Occidental a mis en place un groupe de citoyens chargé d'organiser 4 projections-débats dans ce cadre. Ce groupe était composé des membres des comités des Midis-Cinés de **Tournai et Mouscron**, ainsi que de stagiaires de l'IFI (CISP).

Deux cinés-débats abordaient la thématique Emploi : « *Burning out* » de Jérôme Lemaire a initié un débat à **Leuze-en-Hainaut** sur le burn out ; « *Après l'usine* » de Maxime Coton, un débat à **Mouscron** sur la désolation qui suit les fermetures d'usine. Les logiques de « job, job, job » et de sens du travail ont été largement évoquées.

STOP AUX CONTRÔLES GRAPA

A Charleroi

A Charleroi, l'indignation a pris le dessus quand fut révélée (notamment par le « Gang des vieux en colère ») la mesure de contrôle à domicile des bénéficiaires de la GRAPA (Garantie de Revenus Aux Personnes Agées) et leur obligation de déclarer tout déplacement de plusieurs jours à l'administration... Une sorte de « *bracelet électronique moral* » contestent les victimes de cette mesure. Une soirée-débat citoyenne a ainsi été organisée afin d'informer, mais aussi de soutenir le combat, voire de s'y investir. Le journal régional a informé et sensibilisé les militants dont certains ont participé à l'action menée devant le cabinet du Ministre à Bruxelles.

LES MIDICINÉS CITOYENS SUR LA PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS

A Liège

Nés en 2015, les *Midicinés* sont organisés chaque mois, en collaboration avec le CRIÉ de Liège, avec la volonté de porter, sur l'espace public, les préoccupations des deux organisations et de permettre le débat citoyen. En octobre, le *midiciné* était consacré à « la privatisation des secteurs publics : le mal du siècle ? » et plus précisément à l'avenir de la SNCB.

Les exemples chez nos voisins européens (Royaume-Uni, Suède et Allemagne), ont montré que la libéralisation du rail implique souvent une flexibilisation horaire des tarifs, une hausse générale du prix des tickets et des subsides publics ainsi qu'une dégradation des conditions de travail du personnel du rail.



A LA RECHERCHE DU « BIEN COMMUN »

A Baulet et Charleroi-Thuin

La notion de bien commun fait partie de notre héritage culturel. Il s'agit d'un bien patrimonial partagé par les membres d'une communauté. Mais débattre du bien commun nous amène à nous questionner sur la propriété des ressources (quels biens doivent être communs ?), sur ce qui fait la communauté (qui ? et avec qui ?) et sur le partage du pouvoir...

C'est ce chantier qui a été le fil rouge de la Régionale de Charleroi-Thuin en 2019. Au programme, une Assemblée régionale consacrée à partager les conceptions et réflexions des militants sur cet enjeu. La participation de Christine Steinbach, directrice de la FTU, a permis d'élargir cette réflexion. Proposé aux groupes locaux, ce chantier a été entrepris par le groupe de Wanfercée-Baulet qui a décidé de se pencher sur des ressources de base telles l'eau, l'électricité, les routes... « Le Bien commun appartient à tout le monde et à personne... » Le groupe renvoie à Ricardo Petrella qui développe une vision universelle qui tend vers un contrat social mondial.

« Cette thématique porte un regard critique sur l'observation des facteurs d'appauvrissement et d'exclusion. Le droit à un logement décent et financièrement accessible, de plus en plus difficile à concrétiser pour un nombre croissant de personnes est au cœur de cette réflexion. Ainsi que la mise en évidence des inégalités criantes et de leurs conséquences en termes d'accès aux besoins.



L'accès aux besoins de base : toujours bien des raisons de s'indigner

Les inégalités engendrent la pauvreté. Subir la pauvreté, c'est éprouver au quotidien la souffrance d'un accès de plus en plus compliqué aux besoins de base : se nourrir, se loger, se soigner. C'est être privé de la faculté de se fondre dans la masse et devoir passer par la porte étroite des « statuts spéciaux », des mesures ciblées, des produits recyclés ou « spécial pauvre » sans l'avoir choisi.

L'**Organisation Générale** est inscrite dans la dynamique de la Journée Mondiale de Lutte contre la Misère organisée par le RWLP (Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté) : un stand de sensibilisation proposait une animation autour de la sécurité sociale.

Nous avons poursuivi notre implication dans le combat de collectifs logement (Rassemblement Wallon pour le Droit à l'Habitat et Plateforme Logement à Bruxelles).

Sur le plan des Régionales

LOYERS ABUSIFS ET LOGEMENTS VIDES

A Bruxelles

La lutte contre les loyers abusifs en Région bruxelloise est progressivement entrée dans l'ADN de la Régionale. Après avoir milité pour l'encadrement des loyers privés et la mise en place de commission(s) paritaire(s) locative(s) régionale et/ou communales, elle a mené des actions d'accompagnement de personnes victimes de loyers abusifs. Un soutien s'est constitué, via la mise sur pied d'une « Assemblée des locataires » qui a permis des négociations avec des propriétaires et un accompagnement auprès de la justice de paix, toujours doublé d'actions collectives et de mobilisations solidaires de citoyens regroupés. Ceux-ci ont créé une



« caisse de solidarité » pour aider les personnes à faire la « grève » de la partie abusive de leur loyer en attendant une décision de justice. En 2018, la Régionale a été à l'initiative de la création de l'Asbl Loyers Négociés. Elle se concentre sur l'aide et l'accompagnement individuel des personnes et maintient des liens étroits avec le mouvement pour les dynamiques collectives et le travail de plaidoyer politique indispensable. Début 2019, une jolie victoire : un locataire de St-Gilles a obtenu gain de cause (une décision de justice largement médiatisée). Le suivi des politiques logement en Région bruxelloise se poursuit !

A Anderlecht, il y a quelques années, la chasse aux logements vides avait fait beaucoup de bruit. En 2019, le groupe poursuit ses actions autour de cette problématique. Le travail d'interpellation effectué quelques années auparavant à propos des logements vides dans les cités sociales avait produit peu de résultats. Le groupe a donc décidé d'organiser des repérages de logements vides, en plus des réunions du groupe local. Il a mis à jour la liste de ce relevé sur le territoire de la commune, avec pour objectif d'interpeller le conseil communal.

LE LOGEMENT : UN DÉFI

A Philippeville et Florennes

A Philippeville, le groupe CLAP (Citoyenneté et Logement en Action à Philippeville) est à la source d'une dynamique porteuse en matière d'accès au logement dans la commune. Lancée au départ d'un colloque en 2015, elle vise à collecter un maximum d'informations pour faciliter l'accès à un logement tout en organisant une vigilance et une mobilisation autour de la gestion de la politique du logement dans la commune. Une dynamique similaire s'est mise en place à **Florennes** (ALF, Action Logement Florennes).

Les deux groupes s'attèlent à approfondir les enjeux liés au logement : grille indicative des loyers de la Région wallonne notamment. Ils sont à la base de la mise en place « d'ateliers question logement ». Ils participent à l'organisation du salon « Défis logement » avec des partenaires locaux (au centre culturel de **Viroinval**). Il concerne 5 communes et devient un rendez-vous politique incontournable dans la région.

LES « DAL » DE WAPI TOUJOURS AU FOUR ET AU MOULIN !

Au Hainaut Occidental

Les Equipes Populaires sont en première ligne dans les DAL (Collectifs Droit au logement) de Tournai et Mouscron ! **A Mouscron**, le DAL s'est attelé à lutter contre les discriminations à l'accès à un logement ; à faire progresser l'idée de réguler les loyers dans le secteur privé, en exigeant une grille de référence pour le calcul des loyers et l'installation d'une commission paritaire expérimentale sur la région. Ont été organisées des actions collectives en faveur du droit au logement décent et à prix abordable pour toute personne, particulièrement les publics précarisés et à revenus modestes. L'enjeu des Aides Activables en Logement a été mis sur la table et fera l'objet d'un prochain colloque.

A Tournai, à la veille des élections régionales, le DAL a organisé un « rallye discussion » sur les enjeux du logement, intitulé « Habiter ça se discute ».

« QUE SERAIS-JE SANS TOÎT ? »

A Malmedy

2019 a vu la naissance des « *Colibris du logement* » : un groupe de théâtre-action créé par les Equipes Populaires et La Ligue des Familles. Au départ du projet, sept citoyens très différents dans leur parcours de vie (professeurs pensionnés, personnes émergeant au CPAS, personnes porteuses de handicap...), se sont interrogés sur leurs conditions et leurs expériences du logement : certains vivent dans des logements sociaux insalubres, d'autres dans des logements privés eux aussi insalubres, d'autres ont acheté leur bien uniquement grâce à l'aide de leur famille, d'autres encore habitent dans la partie rurale de la région et n'échappent pourtant pas aux désagréments du voisinage ! Ils ont remis en cause les modèles de société qui les discriminent, les ont nommés et ont décidé de partager leurs expériences douloureuses via un spectacle « Que serais-je sans toit ! ». On y retrouve des saynètes partant du vécu : visite d'un appartement insalubre, soutien des amis et de l'assistante sociale, venue inopinée des propriétaires...

Les participants ont également travaillé sur un cahier distribué au public, reprenant les droits et devoirs des locataires et des propriétaires ; les bonnes adresses où obtenir de l'aide si on est en difficulté dans son logement.



ET D'AUTRES ACTIONS « LOGEMENT » EN DIVERS ENDROITS

L'accès au logement reste une priorité des Equipes Populaires. En **Brabant wallon**, le mouvement s'est impliqué dans l'organisation d'un colloque sur le logement public avec l'AWCCLP (Association Wallonne des Comités Consultatifs des Locataires et des Propriétaires), en animant des ateliers sur le nouveau calcul des loyers.

A Bruxelles, la Régionale a rejoint la Plateforme « Droit à un toit » dont l'objectif est de réunir des professionnels et des citoyens autour de la problématique du sans-abrisme et de militer pour sensibiliser et agir pour apporter des solutions. Les « 24h du droit à un toit » ont été organisées en mai 2019.

A Waremme, un atelier Histoires Digitales sur le thème « Se loger, c'est facile » a été mis sur pied, avec la collaboration de la Bibliothèque publique locale. Les productions ont porté, entre autres, sur la difficulté des jeunes à trouver un logement à prix accessible ; la difficulté de cohabiter au sein d'immeubles à appartements ; la discrimination dans l'accès au logement pour les demandeurs d'emploi ; le suivi problématique des travaux et petites réparations dans les habitations sociales...

« LA PAUVRETÉ SOUS LES BOMBES III »

A Tournai

Les EP sont particulièrement actives au sein du Collectif tournaisien de lutte contre la pauvreté. Dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre la misère, l'événement « La pauvreté sous les bombes III » a été mis en œuvre : un grand rendez-vous réunissant des artistes graphes.euse.s et des citoyen.ne.s en vue d'attirer l'attention de toutes et tous sur la pauvreté à Tournai et de réfléchir à des solutions pour la combattre. Une dizaine d'artistes ont mis en image la parole et le point de vue que des habitants portent sur la pauvreté. Les membres du groupe « *Les motivés du partage* », co-animé par les EP, ont distribué un tract préparé pendant un an, dans le cadre d'un travail sur « la sécurité sociale pour lutter contre la pauvreté ». Ce tract rassemble une série d'informations utiles et des explications sur les soins de santé et la sécurité sociale.

MIGRANTS VS PAUVRES ?

A Frameries

Le groupe de Frameries s'est saisi des questions d'exclusion des migrants et de la pauvreté toujours croissante chez nous. On entend trop souvent s'opposer ces deux réalités dans la bouche de nos contemporains : « si on donne pour les migrants, on a moins pour nos pauvres ». Le groupe a décidé de l'affronter. De se pencher sur les questions et du contexte dans lequel cela se pose. Et à terme, réaliser un débat public dans la commune. Ce choix de thème a permis d'accueillir 3 nouvelles personnes au sein du groupe dont une réfugiée.

Le groupe a ainsi entamé une réflexion autour des « vraies fausses idées » et des préjugés derrière les mots : Migrants, réfugiés, pauvres... Comment la presse en parle, renforce ou pas les préjugés ?... Et aussi via les témoignages des participants : d'où ils viennent, leur parcours ? Un beau programme se prépare pour 2020.

PARTOUT, LA PRÉOCCUPATION DES INÉGALITÉS...

A Verviers, une soirée publique au cours de laquelle le spectacle « *Combat de pauvres* » de la Compagnie Arts et Tça a réuni plus de 200 personnes. Malmedy projette de reproduire cette organisation.

A Arlon et Tournai, deux ateliers Histoires Digitales ont traité de la lutte contre l'exclusion, notamment en s'attaquant à la fracture numérique.

A Mouscron et Tournai, deux Midi-Cinés ont été consacrés au thème : « *Solidarité, charité ? Quelle solution contre la pauvreté* ». L'opération « Viva for life » était au cœur du regard critique de ces groupes.

A Liège-Huy-Waremme, l'Assemblée Régionale annuelle a porté sur le sujet en se penchant sur « l'engagement militant face aux inégalités », sur l'analyse des inégalités sociales, les inégalités en matière climatique et les inégalités dans l'accès à la démocratie. Les inégalités d'accès à la Justice ont aussi fait l'objet d'un travail des « ateliers conso » animés par la Régionale (avec notamment l'observation critique du fonctionnement de la Justice de Paix).

« Les questions, analyses, expériences qui interrogent le modèle capitaliste actuel, ses acteurs, ses dirigeants, ses impasses et ses dérives inégalitaires. Elle comprend aussi le chantier sur la recherche, des principes, des conditions et des critères qui peuvent aider à définir les contours d'un modèle de société plus juste, plus solidaire et plus responsable vis-à-vis des ressources de la planète.



Une justice à trois dimensions : climatique, sociale, migratoire

Sur le plan de l'**Organisation Générale**, une grande journée de **Rencontre citoyenne** « Urgence climatique - Injustice sociale - Politique migratoire inhumaine. Faites du bruit ! » a été organisée à Floreffe. A la fois un moment de visibilité (particulièrement interne) du travail de chacun, un moment de débats croisés et d'émergence de solutions collectives à promouvoir, un moment de départ dans un processus plus long qui devra se poursuivre dans une démarche de Congrès de mouvement en 2020, de formation des militants en 2021 et d'orientations politiques dans la suite.

La journée s'est centrée sur les analyses, productions et actions locales et régionales entreprises par les militants des Equipes Populaires sur trois dimensions de « justice » : climatique, sociale, migratoire.

Les moments forts :

- La découverte de projets citoyens au sein du mouvement ;
- Des ateliers de conception d'outils créatifs visant à restituer la parole des uns et des autres, exprimée lors des débats du matin ;
- La projection d'une vidéo-reportage sur les travaux de la journée ;
- Un exposé de Renaud Maes, rédacteur en chef de la Revue nouvelle et professeur à l'ULB, posé en « miroir » des paroles de la journée et en articulation avec la force du collectif.



Sur le plan des Régionales

SURFEZ COUVERTS !

La campagne 2018 des Equipes Populaires « Surfez couverts » a fait tache d'huile en 2019... Smartphones, tablettes, ordinateurs portables sont devenus des objets de la vie quotidienne. La plupart d'entre nous surfent sur Internet à la recherche d'une information concernant de nombreux domaines de la vie quotidienne, de l'histoire, de l'actualité... Mais nous n'avons plus de secret pour les géants du web ! Les GAFAM ont un pouvoir énorme. Bien qu'un cadre juridique existe, la question de la banalisation de la surveillance est en jeu. Et par là, la question des libertés individuelles et de la démocratie plus largement. Mieux comprendre comment fonctionnent les réseaux sociaux, quelles traces nous laissons sur la toile, ainsi que les enjeux qui se cachent derrière le partage de nos données, c'est déjà une façon de mieux se protéger. Les soirées publiques, ateliers d'auto-défense numérique, cryptocafés se sont multipliés un peu partout sur le territoire : **deux à Nivelles, deux à Bruxelles, mais aussi à Liège-Laveu, Flémalle, Neupré, Othée, Bertrix, Aubange, Bastogne, Arlon, Verviers, Malmedy...**

ATELIERS D'AUTO-DÉFENSE NUMÉRIQUES AVEC L'ULiège

A Liège

Le service de qualité de vie des étudiants de l'ULiège a souhaité proposer ces animations à ses étudiants. Un partenariat avec l'asbl Barricade s'est mis en place pour rendre le projet possible. Objectifs : susciter un éveil critique sur les GAFAM et l'usage qui est fait des données personnelles collectées. Les enjeux sociaux, économiques et politiques qui se cachent derrière le marché très juteux des données personnelles sont abordés. Des actions simples (sécuriser nos moteurs de recherche, limiter nos traces sur le net, gérer correctement nos profils sur les réseaux sociaux...) permettent de se prémunir. Les étudiants ayant accueilli très positivement la démarche, l'atelier sera proposé de manière récurrente, à raison de 4 fois sur l'année.



VIVRE DANS OU EN DEHORS DU SYSTÈME ?

A Namur

Organisée dans le cadre bucolique du « petit Rustique », café citoyen à Matagne-La-Petite, la journée régionale des EP de Namur avait pour objectif de travailler sur nos horizons de résistance et de changement social. Au départ de la projection du documentaire « Stan et Ulysse » (qui nous plonge dans la réalité d'un des plus puissants maquis de Wallonie, soutenu par la population et redouté par l'occupant et les rexistes), un débat-dînatoire en présence du réalisateur Benjamin Hennot a été organisé.

Sa thématique centrale : « Vivre dans ou en dehors du système ? Le changer ou le subir ? » Une occasion d'échanger sur nos manières de créer du changement vers une société plus juste, de comprendre le modèle de « domination », de se rencontrer, d'échanger des idées, en somme de faire « mouvement ».

LE MUSÉE DU CAPITALISME

A Rochefort

C'était un défi lancé par plusieurs associations de la région : accueillir le Musée du Capitalisme en milieu rural, à Rochefort. Défi réussi en novembre 2019, tant par la fréquentation du public que par la qualité des événements associés. Plus de 30 groupes ont été accompagnés par des guides formés en 2 jours !

Se sont succédé une inauguration rehaussée par un théâtre de l'invisible et un concert participatif de chants engagés, 2 journées d'information avec co-construction de pistes alternatives, 2 conférences gesticulées, un documentaire, un spectacle de théâtre-action des Equipes Populaires et 4 soirées sur le thème des alternatives en transition. C'est un excellent outil d'éducation permanente qui a permis d'appréhender les logiques mises en place par le capitalisme : que ce soit dans la salle des origines, des espoirs, des limites ou des alternatives, chacun a pu faire son chemin de compréhension et d'analyse critique.

Pour info, le Musée du Capitalisme était à **Mouscron** en mai. Et les EP du Hainaut Occidental en ont profité pour consacrer une partie de leur journée régionale à le visiter et participer aux animations organisées !

DO IT YOURSELF

A Bastogne

Au printemps 2019, le Centre culturel de Bastogne lançait un projet intitulé "Do it yourself". Il proposait à des groupes dans la commune de réaliser une "création" autour du sujet. Le groupe de Bastogne, composé de personnes en rupture avec le monde du travail, a embrayé dans le projet avec enthousiasme ! Il a choisi de se saisir de la

chanson « *Ma place au soleil* » du groupe « Collectif 13 » et de réaliser un clip ! Une façon de donner un sens singulier et collectif au texte.

Il aura fallu décortiquer les paroles, partager ce que chacun.e en comprend, les comparer avec ses propres réalités. Puis envisager ce qui pourrait changer pour une société plus humaine : que veut-on exprimer dans le clip, comment l'exprimer ? Le clip devrait être présenté au printemps 2020 au Centre culturel de Bastogne.



BIENVENUE EN ABSURDIE

A Cuesmes

En 2018, en région montoise, le groupe théâtre s'est lancé dans une nouvelle aventure : « Bienvenue en Absurdie ». Ce travail repose sur l'organisation méthodique de débats, d'analyses et de séances d'écriture, qui ont porté sur les questions européennes, les politiques d'austérité, les décisions rapides aux conséquences néfastes... En 2019, le groupe s'est consacré à l'élaboration du scénario et à la création du spectacle !

Comment organiser le bien-être collectif ? Est-ce une mission impossible ? « *Bienvenue en Absurdie !* » enchaîne des situations décalées, soulignant les discours paradoxaux. Ainsi que le résultat des décisions ! Le patronat veut moins d'impôts mais réclame plus d'intervention de l'Etat quand ça va mal ; l'Etat retire des bénéfices des entreprises publiques tout en continuant à privatiser celles qui rapportent le plus... Quelles pourraient être les alternatives et sur quoi reposent-elles ?...

URGENCE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

Se mobiliser pour le climat et l'écologie tout en luttant pour les droits et intérêts des plus faibles ! Réunir des revendications des Jeunes pour le climat et des Gilets Jaunes... L'enjeu est de taille et a traversé significativement le mouvement en 2019.

A Bruxelles un groupe spécifique « *Urgence écologique et sociale* » s'est créé. Il a organisé deux cinés-débats pour se lancer. Il poursuit son travail. **A Verviers**, c'est une dynamique « *Semer le futur* » qui a vu le jour et se préoccupe de ces défis.

A Liège, deux Midicinés citoyens ont eu lieu (un sur la transition, l'autre sur les impacts du tourisme) et le groupe de **Flémalle** s'est aussi penché sur le sujet du changement climatique.

LE CROWDFUNDING SOUS LA LOUPE

A Charleroi

Le crowdfunding est-il une filière de financement de l'associatif porteuse et en cohérence avec nos valeurs ? Afin d'avoir une analyse critique de ce phénomène de société, nous avons invité *Financité* à présenter les différents mécanismes liés à l'investissement direct et ses enjeux sociétaux. Une attention particulière a été apportée au débat entre financement citoyen et responsabilité des pouvoirs publics dans la réponse aux besoins de la population. Ce débat participatif faisait suite à une première approche lancée lors d'un café citoyen fin 2017.

Début 2020, une troisième soirée sera organisée sur la participation citoyenne à Charleroi avec son échevine responsable, notamment sur les budgets participatifs.

Plusieurs personnes impliquées dans le projet de monnaie locale sont venues témoigner de la manière dont ils ont utilisé ce moyen pour lancer le « Carolor » à Charleroi.

« En 2019, les Equipes Populaires ont choisi de mener une campagne de sensibilisation sur l'inquiétante montée du populisme. En effet, cet enjeu est apparu comme crucial à l'approche des élections belges et européennes de mai 2019.

Montée des partis populistes (belge-européen), campagnes agressives sur les réseaux sociaux envers le monde politique, les médias, les institutions européennes, tendance de la population à aspirer à un pouvoir fort et à un retour aux « valeurs judéo-chrétiennes », propos discriminatoires décomplexés : le populisme s'engouffre dans les imperfections de la démocratie. Les reculs sociaux et les difficultés concrètes au quotidien représentent une désillusion pour de trop nombreuses personnes. Les populistes cultivent alors le discours du « *On n'est plus en démocratie* ». Pourtant, ce sont dans les pays où les populistes sont arrivés au pouvoir (Italie, Brésil, Hongrie...) que les populations les plus « fragiles » ont le plus à craindre en termes de droits et de libertés fondamentales. Combattre le populisme ne signifie bien évidemment pas d'abandonner le combat contre le néolibéralisme. C'est même essentiel car ce sont les politiques néolibérales avec leurs mesures de régression qui enfantent et entretiennent un populisme avec lequel elles peuvent s'accommoder sans aucune difficulté. Mais si l'on veut lutter à la fois contre les dérives populistes et contre le néolibéralisme, il faut des politiques tournées vers l'élargissement des droits, vers plus d'égalité et de justice sociale. Il faut également exiger des méthodes de gouvernance plus transparentes et plus éthiques ainsi qu'un véritable dialogue avec la société civile organisée. Malgré ses faiblesses, la démocratie reste essentielle pour éviter l'arbitraire, garantir les libertés et accroître les droits pour un plus grand nombre. Elle se construit tous les jours à travers les rapports de force entre les intérêts contradictoires de la société, par sa capacité de dialogue, de concertation et d'arbitrage. Le nouveau souffle de la démocratie n'est pas automatique. Il faut le nourrir au quotidien, d'autant que la parole de ceux qui ont le plus besoin de droits et de protection est aussi celle qui a le plus de difficultés à se faire entendre. Cette voix est pourtant essentielle à la construction d'une société plus égalitaire et plus démocratique.

LES OBJECTIFS DE LA CAMPAGNE :

- Informer les citoyens sur la montée du populisme en Belgique, en Europe et dans le monde ;
- Mettre en évidence la manière dont il s'enracine sournoisement, ce qui le caractérise, ce qui l'entretient, sur quelles peurs il surfe, les formes qu'il peut prendre, le langage qui le caractérise, les intérêts personnels et idéologiques qu'il sert ;
- Appeler à la vigilance sur les réels dangers qu'il représente pour la démocratie et ses institutions, en particulier dans le contexte préélectoral du printemps 2019 ;
- Amener les citoyens à faire des propositions concrètes pour lutter contre le populisme et renforcer la démocratie.

LA SOUPE EN SACHET COMME SYMBOLE DU POPULISME

Nous avons fait le choix du symbole de la « soupe populiste » et d'une campagne visuellement marquante, voir choquante pour certains. Dans la profusion médiatique préélectorale, nous avons en effet pris le pari de marquer les esprits. Non pas pour provoquer ni blesser les électeurs tentés par les discours populistes, mais pour susciter le débat dans le temps long de la réflexion et de l'éducation permanente.

L'image de la « soupe populiste » nous semblait parfaitement correspondre à ce que nous voulions dénoncer à travers cette campagne de sensibilisation. Le populisme est avant tout une vision simpliste et travestie de la démocratie, dont les conséquences peuvent nuire gravement aux libertés et aux droits fondamentaux.



QUEL IMPACT SUR LE PUBLIC ?

La campagne s'adressait à tout public, en particulier les milieux populaires (jeunes et adultes) qui subissent des inégalités, qui cherchent des boucs émissaires et qui sont sensibles aux idées (trop) simples pour améliorer leur quotidien : renvoyer les étrangers dans leur pays, renforcer notre identité, écouter le peuple (mais lequel ?), bannir les politiques et les médias (tous pourris, vendus au système...). Ces messages sont amplifiés par les réseaux sociaux, dont les populistes (politiciens, influenceurs et ci-toyens) se sont emparés pour peser sur les idées et les votes des citoyens. Il est cependant difficile de mesurer objectivement l'impact sur le grand public de cette campagne car il est davantage question d'un éveil critique que d'un apport objectif de connaissances. Et nous ne sommes pas dans le secret des urnes pour savoir si nous avons réussi à infléchir ne fût-ce que quelques votes... Oserait-on affirmer que la défaite cinglante et ensuite la dissolution du Parti Populaire de Mischaël Modrikamen est à attribuer à notre campagne ? Nous n'irions pas jusque-là...

Nous osons cependant espérer que ce type de campagne contribue à une prise de conscience et une compréhension d'un phénomène qui paraissait jusqu'à présent distant et insaisissable, mais qui hélas se concrétise par l'apparition de formations politiques qui parviennent de plus en plus à accéder au pouvoir. Ce danger est bien présent en Belgique (Vlaams Belang), mais s'est concrétisé dans de nombreux pays à l'échelle européenne et mondiale. Les arrivées au pouvoir de personnalités populistes et clivantes comme Trump, Salvini, Bolsonaro, Orban ou Van Grieken ont permis de mettre des visages sur les dérives dangereuses du populisme. Des campagnes de sensibilisation telles que celle-ci sont nécessaires pour mettre en lumière l'idéologie qui les anime, décortiquer leurs discours et leurs actes et donner des outils pour les combattre. Et un des meilleurs outils, c'est la culture du débat d'idées chère à l'éducation permanente...

LES OUTILS DE LA CAMPAGNE :

- Un numéro spécial de la revue Contrastes : <http://www.equipespopulaires.be/revue/soupe-populiste-gavage-simpliste-contrastes-avril-2019/>
- Livre *Entre démocratie et populisme, 10 façons de jouer avec le feu* de Guillaume Lohest, paru en 2019
- Affiches, cartes postales, outils d'animation
- Soupes en sachet pour distribution lors des animations publiques
- Deux vidéos humoristiques sur les recettes de la « soupe populiste » :
<https://www.youtube.com/watch?v=uyka-6maKwGA>
- <https://www.youtube.com/watch?v=10XbENp-be8M>

LES ACTIVITÉS PUBLIQUES :

- Animations sur l'espace public (marchés, stands)
- Présence lors de débats préélectoraux
- Conférences-débats, formations syndicales et à la demande d'associations
- Diffusion large de supports de sensibilisation
- Participation active à des manifestations anti-extrême droite
- Création d'un collectif luxembourgeois de vigilance citoyenne



En 2019, les Equipes Populaires ont continué à être actives au sein de la plateforme Journée sans crédit (30 associations), qui poursuit 3 objectifs :

- **Sensibiliser le public** aux dangers du crédit facile et des pratiques commerciales agressives ;
- **Formuler des recommandations** au législateur pour améliorer la protection des consommateurs et en particulier les plus précaires d'entre eux ;
- Élaborer des supports pédagogiques pour sensibiliser des groupes cibles avec lesquels les associations membres de la plateforme sont en contact.

Dans la perspective du salon de l'auto 2020, la plateforme Journée sans crédit s'est penchée sur les offres de crédit présentes sur le marché de l'automobile, et plus particulièrement sur le crédit ballon. Le public particulièrement visé par ce type de crédit, ce sont les jeunes et, de manière générale, les consommateurs les moins nantis qui sont attirés par les mensualités très faibles qui leur sont proposées sans être alertés correctement sur les risques à long terme.

Tous les outils de la campagne se trouvent sur le site www.lafacecacheeducredit.be et www.journeesanscredit.be

Nos propositions

C'est dans le quotidien des groupes et des activités que naissent et se déclinent les propositions et revendications. Elles émergent aussi des campagnes que nous menons, des participations aux plateformes associatives et du travail commun avec les autres organisations constitutives du MOC. Durant la dernière année, le mot "justice" s'est décliné de manière plurielle au travers de nos publications, des actions de terrain ou encore d'actions collectives.

Justice sociale

Dans le quotidien, sur le terrain, nous constatons chaque jour des inégalités et des injustices. Même si la Déclaration des Droits Humains dès son article premier affirme : « *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits* », le constat est que subsiste malheureusement un écart entre les intentions et la réalité. Ce grand écart prend des proportions énormes dans une série de pays où les droits les plus élémentaires sont bafoués et où l'absence de démocratie couplée à l'exploitation des personnes et des richesses naturelles creusent sans cesse les inégalités.

Chez nous aussi, la **redistribution indispensable grâce à une justice fiscale** (sur laquelle nous reviendrons à la fin de cette partie) est trop souvent en panne et les politiques d'austérité qui ont été menées depuis près d'un demi-siècle ont fragilisé encore plus celles et ceux qui, au lieu de payer la crise, auraient dû pouvoir bénéficier de mesures qui cassent la spirale des inégalités.

C'est parmi les publics les plus fragilisés que la question du **surendettement** est la plus délicate avec le risque de pièges comme celui du regroupement des crédits. Ce sont les mêmes publics qui sont les plus fragilisés face à **l'accès à l'énergie**. Les compteurs à budget ou les compteurs communicants ne sont nullement des solutions. Il faut un véritable droit d'accès à l'énergie pour toutes et tous et une tarification solidaire et progressive de l'électricité.

Le **droit à un emploi choisi et digne** est incontournable. Pourtant la crise du Covid va aussi avoir dans la liste de ses conséquences des pertes d'emplois. Cette même crise a mis en lumière que des métiers qui se sont avérés indispensables étaient souvent mal payés. Beaucoup de femmes travaillent dans ces secteurs. Cela montre que **l'indispensable égalité entre les femmes et les hommes** est loin d'être une réalité et que ce combat doit être poursuivi autour des questions sociales et salariales mais aussi dans tous les autres aspects de la vie. L'existence d'un **statut de cohabitant**, en sécurité sociale, accentue les « inégalités genrées » ; nous continuerons à revendiquer la **suppression** de ce statut mais aussi un **financement conséquent** de la **sécurité sociale** afin d'obtenir un « alignement par le haut ».

La crise du Covid a également mis en lumière d'autres fractures importantes dans notre société. Ne pas être connecté grâce à l'informatique et aux nouvelles technologies a signifié, pour une série de personnes, un accroissement de l'isolement vis-à-vis des collègues mais aussi de la famille et des proches.

Ces situations sont encore plus pointues quand les conditions de logement ne sont pas bonnes. Il était plus facile d'être confiné dans une maison quatre façades avec jardin que de partager un petit espace au 5^e étage au cœur de la ville. Le **droit au logement** est essentiel et il constitue pour nous un axe majeur. Outre l'importance de **développer et de rénover un logement public accessible rapidement**, il faut « réguler le marché du logement privé » via une **objectivation du prix** de celui-ci grâce à l'application généralisée de la **grille des loyers**. Il n'y a pas de justice sociale forte sans **renforcement des services publics**. Il faut en conséquence **stopper les politiques de libéralisation et de privatisation** afin de rendre effectifs à tous les citoyens des **droits essentiels** tels que l'accès à l'eau, à l'éducation, à la culture...

Cette dernière est un des piliers essentiels de la démocratie. Outre l'accès démocratique aux productions culturelles, nous insistons sur l'importance de la **diversité culturelle** et de **l'éducation permanente**. Cette dernière est un outil indispensable à la compréhension du monde et à la capacité d'action citoyenne individuelle mais surtout collective. La diversité culturelle signifie que nous refusons le concept d'une culture unique « un prêt à penser et à diffuser » mais que nous militons pour un modèle qui intègre les richesses d'un modèle interculturel où les origines sociales ou ethniques sont prises en compte. La prise en compte de cette dimension culturelle est indispensable à la construction de la **citoyenneté**.

Revendications des Equipes Populaires

Plusieurs projets sont centrés sur des questions d'alimentation, de la table d'autres aux potagers collectifs. Ils agissent contre une forme sournoise de fracture sociale, celle qui consiste à réserver l'alimentation saine ou bio aux personnes qui disposent de revenus suffisants. Ces projets soutiennent le combat du **droit fondamental à l'alimentation saine et équilibrée pour toute la population**.

Lutter contre toutes les formes de fractures sociales est un combat essentiel pour les Equipes Populaires. C'est dans ce sens que nous intégrons nos luttes au sein de collectifs plus vastes comme le **Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté ainsi que le Réseau Bruxellois**.

Mais il ne peut y avoir de justice sociale sans une véritable **justice fiscale**. C'est pourquoi, avec le Réseau pour la Justice Fiscale, nous revendiquons la **levée du secret bancaire**, l'instauration d'un **impôt sur la fortune** ainsi que la **globalisation des revenus** de façon à faire contribuer de façon équitable tous les revenus.

Justice climatique

Les Equipes Populaires ont, durant l'année 2019, participé à différentes actions de coalition en faveur du climat. Poursuivre le modèle productiviste et consumériste nous mène dans une impasse. A travers divers projets, nous contribuons modestement à la **prise de conscience** de cette impasse et à la nécessité de développer des **alternatives**. Si nous refusons la course folle au profit et à la consommation effrénée, nous sommes **attentifs aux risques de dualisation** qui pourraient surgir de ce combat. De la même manière qu'à l'échelle internationale, ce sont souvent des pays pauvres qui sont confrontés aux risques les plus importants du **dérèglement climatique** ; chez nous, les populations les plus fragilisées sont aussi aux premières lignes. Habiter dans des logements ne disposant pas d'une bonne isolation en est une bonne illustration. Mais outre les changements individuels de comportement en matière de consommation ou de déplacements qui sont certes importants, c'est avant tout le **changement collectif** par la mise en œuvre de mesures politiques concrètes qui peut inverser la tendance. Le slogan « pollueur - payeur » est dépassé. Il faut, bien entendu, que les entreprises qui participent au pillage des ressources, à la pollution des eaux et de l'air, passent à la caisse. Mais il faut avant tout une **transformation radicale du modèle de production et de consommation**. Nous ne croyons pas en un modèle de capitalisme vert qui deviendrait brusquement soucieux de l'avenir de la planète. La recherche maximale du profit est incompatible avec la protection de la planète. Cela pose la question du **modèle de développement**. Savons-nous sortir du modèle de croissance et passer à une « décroissance soutenable » qui intègre le principe de justice sociale. Mettre en place une « **transition écologique** » nécessite des investissements dans des infrastructures énergétiques, dans l'isolation des bâtiments, dans les transports publics, dans le développement de l'agroécologie ainsi que la relocalisation de l'économie. Cette dernière doit pouvoir se faire à l'échelle planétaire à la fois pour une question d'efficacité mais aussi pour soutenir le développement des pays du sud au départ de leurs atouts potentiels. Cela demande aussi un accroissement substantiel de la cohérence politique en matière **d'aménagement du territoire**.

Justice migratoire

Les guerres, les dictatures ou encore le pillage des ressources de leurs pays jettent sur les routes de l'exil de nombreuses populations. Nous défendons une politique d'accueil, une reconnaissance du **statut de réfugié** et une régularisation des sans-papiers basée sur des critères clairs et permanents. Les sans-papiers sont aujourd'hui victimes d'exploitations inacceptables entre autres en matière de travail et de logement.

Nous considérons la migration comme une richesse qui doit pouvoir s'exprimer grâce à une **démocratie multiculturelle** fondée sur des valeurs de respect, de tolérance, d'ouverture et d'égalité.

La revue Contrastes

Tous les deux mois, la revue Contrastes propose un dossier pédagogique qui a pour ambition de faire de nous des citoyens informés, critiques et actifs.

Les titres des dossiers 2019 :

- L'Europe sous tension
- Soupe populiste, gavage simpliste
- Le féminisme sur tous les fronts
- Statut de cohabitant : inégal et obsolète
- Les hôpitaux sous tension
- Le sens de la fête

En supplément gratuit à Contrastes : le bulletin de liaison "La Fourmilière" présente un écho des débats, l'agenda des activités, les campagnes de sensibilisation et les nouvelles publications des Equipes Populaires.



Les outils d'animation

Surfez couverts !

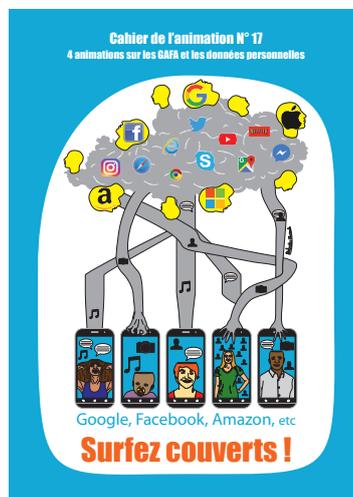
4 animations sur les GAFA et les données personnelles

Google, Instagram, Itunes, Snapchat, Amazon, Facebook, Youtube, Spotify, etc. Toutes ces plateformes et applications font partie de notre quotidien et nous en profitons bien. Mais les GAFA (acronyme de Google, Apple, Facebook, Amazon) en profitent aussi, à travers la collecte de nos données personnelles.

Comment fonctionne la collecte des données personnelles ? Quels sont les enjeux éthiques, politiques et économiques liés à la puissance des GAFA et de leurs algorithmes ?

Comment limiter nos traces sur Internet ? Comment les algorithmes formatent-ils nos goûts ? Comment reprendre du pouvoir face à ces géants ? Ce cahier d'animation permet de débattre de ces questions importantes de manière ludique.

Chaque animation est accompagnée d'annexes et de toutes les références nécessaires.



Aléas

Un jeu sur les inégalités et sur le rôle de la sécurité sociale

Créé au sein de la régionale de Charleroi-Thuin, cet outil pédagogique place les participants dans diverses situations de vie. Au fil du jeu, les années passent et il faut affronter les principaux aléas d'une vie : décrocher un diplôme ou non, trouver un emploi ou non, payer son logement, ses soins de santé, jusqu'à la pension. Le jeu illustre les inégalités criantes dans tous ces domaines, et la grande part d'aléatoire (d'où il tire son nom) qui détermine que certains réussissent et d'autres pas. Il peut donc être utilisé selon plusieurs angles d'approches pédagogiques, par exemple : la sécurité sociale, le marché de l'emploi, la discrimination à l'embauche, les pensions, le logement, etc.

L'originalité du jeu repose sur la très grande ressemblance des situations avec la vie réelle, son adaptabilité et aussi sur la convivialité et l'humour.

Durée du jeu : minimum 2h30.

Nombre de participants : 4 à 12 personnes.

Toutes nos analyses et fiches d'animation sont disponibles sur notre site www.equipespopulaires.be
Retrouvez toutes les activités du mouvement dans *LA FOURMILIÈRE* (revue disponible au secrétariat), dans *Inter'Action*, la proxiletter des EP (s'y inscrire sur notre site) et sur Facebook : www.facebook.com/equipespopulaires